AUJOURD'HUI

N° 48
17 SEPTEMBRE 1999
1 franc
ISSN 1423-7946

BIMENSUEL LIBERTAIRE

Journal de **DIRECT! AmiEs de l'AIT** (Association Internationale des Travailleurs). Ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. **DIRECT!** est totalement autofinancé. Paraît un vendredi sur deux.

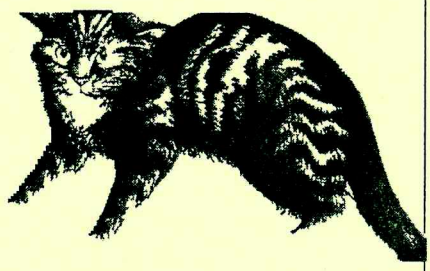
Le marteau et l'enclume

Le 26 septembre prochain, les personnes qui ont le droit de vote à Genève[1] vont se prononcer sur l'initiative du parti libéral visant à réduire de 12 % l'impôt cantonal.

Si l'on en croit les initiants, cette mesure profitera à tout le monde. Comme le démontrent les chiffres avancés par le Comité unitaire contre l'initiative libérale (NOTE), il n'en est rien... bien entendu. Un couple sans enfant disposant d'un revenu mensuel s'élevant à 4000 francs verra ses impôts réduits de... 7 francs par mois, alors que, sur la même période et pour un couple dans la même situation, mais avec un revenu mensuel de 25 000 francs, l'économie réalisée se montera à 521 francs. Si ces chiffres sont parlants, ils n'étonneront que ceux qui ignorent tout du projet de société libéral.

Pour en prendre la mesure, on peut observer la réalité des pays que les initiants ne cessent de citer en exemple dans leur matériel promotionnel d'endoctrinement : les États-Unis et la Grande-Bretagne que tous les journalistes et experts « aux ordres » ne cessent de nous présenter comme les artisans d'une réussite économique sans pareille. Pour sûr que la politique libérale, comportant entre autres la baisse des impôts, a profité... mais pas vraiment à tous. Ainsi, selon La London School of Economics, qui n'est pas à proprement parlé un repaire d'horribles contestataires, les inégalités sociales ont augmenté d'un tiers entre 1977 et 1996 au Royaume-Uni[2]. Cette politique est aussi présentée comme créatrice d'emplois. En fait, les taux de chômage de ces pays sont fortement sous-évalués[3] et beaucoup de travailleurs sont obligés d'avoir deux ou trois emplois sans pour autant parvenir à vivre convenablement. Robert Reich, ancien Secrétaire américain à l'emploi de Bill Clinton, évalue le nombre de « working poors » à 12 millions. Le même, que l'on ne peut pas, non plus, vraiment considéré comme un révolutionnaire, met en garde l'Europe contre « *la face cachée de la réussite américaine : plus d'insécurité, beaucoup d'emplois payés une misère, des inégalités qui se creusent entre une masse de salariés qui se paupérisent et une minorité qui s'enrichit de plus en plus vite* »[4]. La baisse des impôts doit permettre d'atteindre ce « rêve libéral ». « Rêve » qui est déjà le cauchemar bien réel de toujours plus de gens en Suisse, notamment les 710 000 personnes qui y vivent en dessous du seuil de pauvreté... malgré les libéralités d'un État que les libéraux estiment excessivement généreux ! C'est du moins le discours des libéraux, et de la droite dans son ensemble, qui estiment qu'il y a « trop d'État ». En fait, ce n'est pas l'État que les libéraux veulent abattre mais ce sont la redistribution - très partielle - des richesses qu'il assure et les minces garde-fous sociaux qu'il a mis en place.

Ras le bol de voir l'État et les patrons organiser la misère sociale ?



Répartition égalitaire des richesses.

En Europe, au cours de ce siècle, « *l'État a pris en charge des tâches utiles dans les domaines de la santé, de la formation et des transports, par exemple* »[5], soit à la suite de luttes sociales, soit afin de s'assurer de la paix sociale. Mais là n'est pas sa vocation première. « *Son rôle principal est le contrôle social et la diffusion de l'idéologie dominante* »[6] afin de garantir le cadre permettant l'exploitation capitaliste. C'est ce que fait l'État, par exemple, en instituant et en faisant respecter les lois sur la propriété privée. Si la droite veut se passer de services sociaux, on attend toujours son initiative pour la suppression d'une police et d'une justice qui, payées avec l'argent des impôts, assure les conditions de sa domination. Il faut défendre et exiger des prestations socialement utiles et accessibles à tous, sans perdre de vue que l'État est aussi un obstacle à une répartition réellement égalitaire de richesses qui appartiennent à tous.

S'il faut baisser les impôts, disent les libéraux, c'est au prétexte que plus les riches s'empiffrent, plus grosses et nombreuses sont les miettes qu'ils veulent bien laisser tomber sur les autres. On ne peut tolérer cette vision d'une société ayant pour seul but de garantir les intérêts de quelques-uns, la majorité étant réduite à espérer que les grandes fortunes voudront bien offrir leur ombre protectrice.

G.Amista

1. N'oublions pas que nombreux sont les étrangers travaillant, vivant à Genève et y payant leurs impôts qui ne peuvent voter.
2. *Le Monde*, 7 septembre 1999.
3. Aux États-Unis, 5 % de la population en âge de travailler est totalement exclue du marché du travail. Sur la situation en Grande-Bretagne, lire *Le Laboratoire britannique, une vitrine trompeuse*, Le Monde, 7 septembre 1999
4. *Le Monde*, 7 septembre 1999.
5. *L'Affranchi*, n° 15, janvier 1998
6. Id.

dans ce numéro

• **TIMOR ORIENTAL** Un quart de siècle de complicité occidentale dans l'horreur • **LUTTES** Échos de la grève générale en Colombie • **EDUCATION** Le projet radical pour l'école de demain

TIMOR ORIENTAL
Interview de Noam Chomsky

Les amours de la géopolitique et de l'horreur

Le Timor oriental vient de surgir à la une de l'actualité. Jusqu'alors, le devenir de ce pays envahi et annexé par l'Indonésie en 1975 n'intéressait pas grand monde. Pourtant les événements qui s'y déroulent ne sont que les dernières atrocités en date dans l'histoire récente d'un peuple qui a été victime d'un véritable génocide perpétué par le régime du dictateur Suharto. Au total, on estime que 200 000 timorais sont morts après l'invasion du pays par l'armée indonésienne. Soit un tiers de la population qui a été éliminé lors de l'envahissement (60 000) ou après, tués par la faim, la maladie et la torture, dans les camps de concentration installés sur tout le territoire timorais[1]. A l'exception de résolutions sans effets de l'ONU, rien n'est venu, au cours des vingt-quatre dernières années, troubler le régime de terreur imposé aux Timorais par les forces indonésiennes.

Le 4 septembre, à la suite des résultats du référendum d'autodétermination qui s'est déroulé au Timor au terme duquel une très large majorité (80 %) du peuple timorais s'est prononcée pour l'indépendance, une nouvelle fois la violence s'est abattue sur ce peuple. Des milices paramilitaires et l'armée font régner la terreur : massacres, réfugiés par dizaine de milliers. Selon certaines sources, cette opération aurait été prévue à l'avance en cas de victoire des indépendantistes[2] comme le dit ce journaliste présent sur place : « *Il s'agit d'une opération militaire très bien planifiée depuis longtemps visant à faire fuir les journalistes, l'ONU, puis à tuer, sans témoins, les militants indépendantistes et à expulser la population* »[3]. Au moment où nous écrivons, l'Indonésie en la personne de son président, Jusuf Habibie, vient d'accepter le principe de la présence d'une force internationale de paix au Timor. La prudence est de mise concernant un régime indonésien traversé par les luttes de pouvoir. Quoiqu'il en soit, la catastrophe a déjà eu lieu, et la responsabilité des puissances occidentales, au premier rang desquelles les États-Unis, est énorme, et porte, comme nous l'avons vu, sur le quart de siècle d'oppression du Timor oriental. On peut relever la tiédeur de la réaction américaine qui ne parle pas pour l'instant d'envoyer des troupes au Timor avec un Bill Clinton qui condamne très mollement « *les actions de l'armée indonésienne* [qui] *sont en claire contradiction avec les engagements donnés à la communauté internationale* »[4]. Comme nous sommes loin des déclarations va-t-en guerre à l'occasion du conflit du Kosovo ! Les extraits d'une interview donné par Noam Chomsky[5] qui resitue les événements actuels dans la chaîne historique et le contexte géopolitique, expliquent les raisons de cette attitude américaine.

Noam Chomsky : Les États-Unis ont été directement et de façon décisive impliqué dans le soutien à l'invasion indonésienne, en l'armant, l'appuyant dans les pires atrocités, qui eurent lieu dans les années septante sous l'administration du président Carter, et à peu près jusqu'à aujourd'hui. Le Général Suharto était le chouchou des États-Unis et généralement de l'Ouest depuis sa prise de pouvoir en 1965, au cours duquel il perpétra un énorme meurtre de masse [sur sa propre population]. La CIA compara cela aux massacres d'Hitler, de Staline et de Mao et le décrivit comme un des plus importantes tueries de ce siècle, qui fut très applaudi ici [aux États-Unis]. Il liquida le principal et seul mouvement politique disposant d'une base populaire, [...] tua des centaines de milliers de paysans. Il ouvrit le pays aux investissements occidentaux, en fait au vol, et cela fut salué avec beaucoup de chaleur. Et cela demeura ainsi, de massacres en massacres, l'invasion du Timor oriental compris [...] et ceci jusqu'en 1997. En 1997, Suharto commit sa première erreur. Une chose était qu'il commençait à perdre le contrôle. Si votre dictateur ami perd le contrôle, il n'est plus très utile. L'autre [est que] Le Fonds monétaire international (FMI), c'est-à-dire les États-Unis, imposait un programme économique plutôt rude qui punissait l'entier de la population pour les vols accomplis par une minuscule élite indonésienne, et Suharto, pour une quelconque raison, peut-être car il redoutait des troubles intérieurs, traînait les pieds pour le mettre en œuvre. [...] En fait, en février 1998, le chef du FMI, Michel Camdessus, s'envola pour Djakarta pour ordonner à Suharto de suivre les directives du FMI. [...] Peut de temps après cela, en mai 1998, Madeleine Albright téléphona à Suharto et lui dit que Washington avait décidé que le temps était venu de ce qu'elle appelait une « transition démocratique », c'est-à-dire, de se retirer. Quatre heures plus tard, il le faisait. Bien sûr, ce n'est pas aussi simple, beaucoup d'autres facteurs comptèrent. Mais cela symbolise la nature de la relation [entre les États-Unis et Suharto].

Il existe de bonnes raisons de croire que si l'Administration Clinton s'était montrée aussi résolue à l'égard des généraux indonésiens et leur avait clairement signifié que ce jeu-là était terminé, ce serait terminé. [...] Il fallait faire cela en février ou mars, mais certainement pas après avril, alors que les meurtres augmentaient substantiellement, des massacres graves, comme, par exemple, de tuer soixante personnes se cachant dans une église à Liquica. [...] les militaires indonésiens furent très proches des États-Unis pendant une longue période. Les officiers étaient entraînés ici. Ils avaient des exercices conjugués. Ils avaient essentiellement des armes américaines. Cela a changé. Aujourd'hui, je pense que l'Australie est certainement plus impliquée dans l'entraînement et les exercices conjugués. En fait, ils ont eu ce type d'exercices très récemment, aussi avec Kopassus, ce commando [...] impliqué dans la plupart des massacres actuels. La Grande-Bretagne a été un fournisseur d'armes majeur. Le Congrès a empêché le gouvernement américain, la Maison blanche, d'envoyer plus d'armes et de poursuivre l'entraînement direct. Dans le passé, l'administration Clinton a esquivé ces restrictions, trouvé des voies détournées et continué sous un autre chapeau. Il est très dur de dire si cela continue car personne ne vérifie, aussi loin que je sache. Habituellement, on sait ce genre de choses une paire d'années après. Mais quels que puissent être les arrangements, il ne fait pas de doute que les militaires américains ont une grande influence, et la Maison blanche aussi, s'ils veulent s'en servir. Les Indonésiens se soucient beaucoup de l'attitude des USA vis à vis ce qu'ils font. [...]

Dave Barsamian : Un des prétextes des indonésiens pour justifier leur action au Timor oriental est que si ce territoire devient indépendant, cela créera un précédent pour, Amboine, Irian, Jaya et Aceh [parties de l'Indonésie].

N. C. : Rappelons-nous que le Timor oriental ne fait pas partie de l'Indonésie. Le Timor oriental a été envahi et conquis par l'Indonésie. [...]

Q. : Alors lorsque Seth Mydans qui écrit pour le New York Times décrit les défenseurs de l'indépendance comme des « séparatistes », il est loin de la vérité?

N. C. : C'est comme dire que les résistants français sous le nazisme étaient des séparatistes. L'Indonésie s'est vue ordonner de se retirer par le Conseil de sécurité, en 1975. [...] Quoi qu'il en soit, les Indonésiens n'ont aucun droit d'être là si ce n'est le droit de la force et le fait que les USA ont soutenu leur présence. Autrement, il devrait être dehors. [...]

[Actuellement], il y a une raison pour laquelle les États-Unis restent en arrière, en dehors du fait que l'Indonésie est un client riche et loyal et qu'il y a de nombreuses sociétés commerciales actives là-bas et qu'ils se moquent bien des Timorais. [...] Il y a quelques jours de cela le président Ziang Zemin était en Thaïlande. Il y fit un virulent discours qui retint beaucoup l'attention en Asie du Sud-Est dans lequel il condamnait la diplomatie appuyée par la force armée et le néo-colonialisme économique des États-Unis. [...] La Chine offre clairement une sorte d'arrangement concernant la sécurité dont elle constituerait le centre. Cela signifie aussi une sorte de bloc économique avec les pays de l'Asie du Sud-Est ou une partie d'entre eux. Peut-être le Japon y rentrerait-il par la suite, et l'Asie du Nord, ce qui exclurait, ou au moins, marginaliserait les États-Unis.

Il faut se rappeler que le souci principal des États-Unis dans cette région du monde depuis la seconde guerre mondial a été de prévenir cela. [...] Je ne peux croire que les responsables politiques américains ne sont pas avertis de cela. Les généraux indonésiens pensent aussi à cela, pensent que cela leur donnent une certaine marge de manœuvre même contre les peu sévères pressions américaines.

D'après Noam Chomsky, traduit de l'anglais

1. lire *Aujourd'hui*, n° 30, 6 novembre 1998
2. *Le Monde*, 8 septembre 1999
3. *Le Monde*, 12 au 13 septembre 1999
4. Id.
5. Entretien avec David Barsamian, KGNU, 8 septembre 1999. Noam Chomsky, activiste politique de longue date, écrivain et professeur de linguistique au MIT, est l'auteur de nombreux livres sur la politique étrangère des États-Unis, la politique internationale et les droits de l'homme. Il s'intéresse depuis des années à la question du Timor oriental.

Grève générale en Colombie

LUTTES • *Les principales centrales syndicales ont appelé à une grève générale le 31 août dernier. Les revendications exprimées appellent à la cessation des mesures antisociales prises par le gouvernement Pastrana, dans un pays qui compte un nombre effarant de chômeurs (lors d'un sondage du journal national El Espectador, 47 % des sondés répondent être à la recherche d'un emploi depuis plus de 6 mois), une inflation de 25 %, où le coût de la vie avoisine celui du Canada, et où on estime à près de 60 % la part de la population (sur) vivant du secteur informel (petits jobs précaires, vendeurs à la sauvette, etc).*

Les syndicalistes appelaient aussi au respect des droits syndicaux : en effet, entre le 1er janvier 1999 et le 1er juin 1999, ce ne sont pas moins de vingt syndicalistes qui ont été assassinés.

Cette journée nationale de protestation a été marquée par un important suivi, de 80 % à 100 % selon les régions, par des émeutes, principalement à Bogota (300 personnes arrêtées et 200 blessées), par des actions et des menaces des groupes paramilitaires et par un attentat par balles visant l'un des dirigeants syndicaux, M. José Domingo Tovar. Les auteurs de l'attentat sont des membres d'un corps de sécurité ayant agi « par erreur », selon le ministre de l'intérieur M. Nestor Humberto Martinez. M. José Domingo Tovar ne doit la vie qu'à l'habileté de ses gardes du corps.

Les groupes paramilitaires et autres milices avaient préalablement averti les syndicats par le message suivant : « *Avertissement : les narcoterroristes de la guérilla, agissant sous votre influence, s'en sont pris à la population civile dans le pays tout entier, blessant dix personnes à Montería lors d'une attaque à la dynamite. À chaque bombe de la guérilla qui touche les civils, nous répliquerons contre vous par la force de la dynamite, puisque nous considérons que c'est vous qui ordonnez ces gestes à la guérilla. Vous prenez l'initiative... nous sommes contestataires.*

Nous respectons vos revendications syndicales tant et aussi longtemps qu'elles se fassent dans le respect de la constitution et de la loi. Milices d'autodéfense unies de Colombie », associant par là les syndicats à la guérilla, et donc « criminalisant » toute velléité de revendication sociale. Les forces de sécurité colombiennes partagent largement cette analyse.

A la suite de cette journée de grève, les syndicats ont posé un ultimatum au gouvernement, le mettant en demeure d'entrer en négociation sur les exigences des grévistes. Si dans un mois les autorités ne montrent pas de volonté d'effectuer des changements, les syndicats romprent les négociations et entameront une grève générale illimitée.

Sources : Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, Montréal; Comando Nacional del Paro, Comite de Solidaridad con los Presos Politicos, Colombie.

L'ATE ne veut pas de vroum-vroum pour les pauvres

On peut s'interroger sur l'attitude de certaines organisations cataloguées « écolo et de Gôche » à l'égard de la précarisation et de la pauvreté des individus dans notre société. L'Association Transport et Environnement (ATE) révèle dans un article paru dans son numéro de septembre* que dans de nombreux cantons suisses, les gens qui dépendent de l'aide sociale voient le montant de cette aide fortement réduite s'ils possèdent une automobile ou même s'en font prêté une ! Au lieu de condamner sans appel ces mesures discriminatoires dégueulasses, l'ATE, par la plume de sa rédactrice romande, abonde dans ce sens en écrivant qu'« *on ne pourra jamais offrir une voiture à toutes les personnes bénéficiant de l'aide sociale* ». D'ailleurs, ajoute-t-elle, « *ce serait absurde* ». Ce qu'elle préconise, c'est de « *développer des concepts de mobilité à leur intention* ». On lit bien. Les plus pauvres sont considérés comme des personnes à part qui, non seulement, ne peuvent aspirer à la même vie que le reste de la population mais, en plus, doivent être pris en main par ceux (qui ?) qui savent ce qui est bon pour eux à leur place.

Comme si cela ne suffisait pas, l'ATE présente ce qu'elle appelle des « *trucs pour se sentir mieux* », par la voix de la sociologue de service qui propose de « *profiter de la compétence de ceux qui ont déjà vécu dans la pauvreté* », c'est-à-dire en « *créant des centres de compétence* » où les familles habituées à la pauvreté pourraient communiquer aux autres pauvres leurs stratégies de survie. Et pourquoi pas des stages au Soudan ou sur les tas d'ordures aux Philippines, histoire de bénéficier de l'expérience de super-pros de la misère !

En attendant la mise en place de ces « centres de compétence » super-innovants, le « *truc précieux* » que l'ATE propose aux pauvres, c'est d'aller... « se ressourcer dans la nature » ! Ça ne mange pas de pain et c'est gratuit (encore qu'il faille rappeler que dans le beau pays de Suisse, l'essentiel de la « nature » est propriété privée !). Et surtout c'est raisonnable. Pas comme la « proposition qui tient de l'utopie » de donner à tous ceux qui sont à l'aide sociale un abonnement général.

A force de « réalisme », de « pragmatisme », et de souci d'occuper un créneau (en l'occurrence, celui du « moins de voiture »), des associations comme l'ATE en viennent à accepter l'inacceptable, et même à s'occuper de le gérer. Qu'en pensent donc ses membres ?

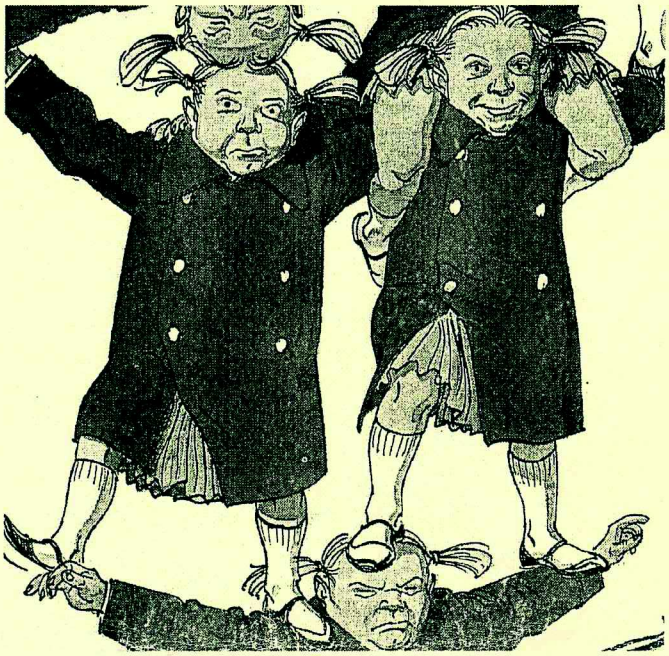
* Toutes les citations sont extraites de ce journal.

EDUCATION

Par Y. Upstairs

L'escroquerie radicale

Durant la seconde moitié du siècle dernier, les radicaux, alors force politique de premier plan et « progressiste », ont joué un rôle important dans la « modernisation » de l'école publique d'alors. Il s'agissait de répondre aux impératifs de l'industrialisation en rénovant l'école, en axant, entre autre, les apprentissages des futurs ouvriers sur les habiletés manuelle et physique. Aujourd'hui, en période pré-électorale sur le plan fédéral, le parti radical suisse, à la recherche d'un second souffle, s'empare à nouveau de l'étendard de l'éducation, en publiant un texte intitulé « La formation, notre vitamine pour l'emploi ».



Au delà de cet intitulé ovomaltinesque, les radicaux se parent des atours d'une certaine modernité en enrobant ce manifeste néolibéral de quelques *musts* pédagogiques parmi les plus *in* du moment, comme, par exemple, la médiation par les pairs, la pédagogie différenciée ou l'individualisation de la formation. Cet habillage « progressiste », auquel certains se sont volontiers laissé prendre[1], masque mal le vrai propos radical. Selon eux, le principe de l'égalité des chances (dont ils auraient été les « inventeurs ») n'est pas contradictoire avec une « *sélection par le biais d'évaluations certificatives* »[2]. L'utilisation du mot « sélection », en début de texte, suffit à elle seule à lui ôter toute portée progressiste. En effet, pour fonctionner efficacement, un système scolaire se basant sur le principe de l'égalité des chances exige que la société l'entourant garantisse des conditions de vie égales pour tous (l'on sait en pédagogie l'extrême importance de l'entourage de l'enfant par rapport à sa réussite scolaire). La société actuelle n'offre pas, et de loin, ces conditions, et l'égalité des chances est donc une foutaise bien pratique qui permet de pérenniser l'école publique qui sert si bien à la reproduction du système depuis 150 ans.

Mais l'économie en mutation de cette fin de millénaire affiche de nouveaux besoins, qu'il faut absolument combler. L'école y a bien évidemment sa part. Pour répondre à la mobilité des personnes, il faut harmoniser les systèmes scolaires entre les cantons ; pour permettre aux parents de travailler en toute flexibilité, il faut aménager les horaires scolaires, créer des cantines, etc. Ce sont aussi les programmes des chérubins qui vont être modifiés, puisqu'ils vont être mangés à la sauce des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) - Ah ! comme cela sonne high-tech. Ces technologies, selon les radicaux, permettraient même d'économiser du personnel - quelle aubaine ! puisqu'elles pourraient fournir de l'appui aux élèves en difficulté. Nous relèveront aussi, rengaine idéologique capitaliste, sur les « *échanges nécessaires entre le secteur privé et public* », le soutien aux écoles privées (par le biais de déductions d'impôts) et l'évaluation du personnel enseignant (avec le salaire au mérite en ligne de mire ?).

Par ailleurs, les radicaux se disent préoccupés par l'accroissement de la violence à l'école. Une des causes possibles ? Le fait que la langue française est insuffisamment parlée par les parents étrangers ! Sans sourciller, ils envisagent donc d'« *obliger les parents nouvellement venus en Suisse à suivre un* [...] *enseignement* [de la langue de la région dans laquelle ils vivent] »[3].

Dans ce grand déballage de propositions radicales, il apparaît que l'emballage pédagogique dans lequel tout cela est présenté se révèle, pour être réellement efficace, coûteux en temps, moyens et personnel. Or, les radicaux ne se trouvent-ils pas toujours aux côtés de leurs copains de droite quand il s'agit de sabrer dans les ressources et prestations des services publics ? Chercher l'erreur !

De plus, ces « belles intentions » pédagogiques des radicaux sont également démenties dans les faits : le gouvernement vaudois, dont font partie les radicaux, ne vient-il pas de décider de la possibilité d'exclure définitivement des élèves difficiles ?

Il est éclairant de constater l'absence de réaction de la presse syndicale romande à ce texte radical. Les instit' et leurs syndicats seraient-ils indifférents à la prose radicale ? Ou alors complètement en accord ? Il est vrai que les radicaux ont caressé dans le sens du poil les pédagogues soi-disant progressistes qui forment habituellement le noyau dur des associations professionnelles, et que Cilette Cretton, réd'en chef de *L'Éducateur* (magazine de la Société Pédagogique de la Suisse romande), appartient elle-même au parti radical.

1. « *Un beau projet* » « [...] *même si toutes* [les idées] *ne sont pas neuves*, [elles] *sont fascinantes* », G. Plomb in *Le Courrier* du 11 août 1999.
2. « *La formation : notre vitamine pour l'emploi* », *papier de position du PRD suisse*, 3 juin 1999. Une évaluation certificative est celle qui évalue un élève à la fin d'un cycle, par exemple les examens de maturité ou de baccalauréat : elle évalue l'élève par rapport à une norme identique pour tous. On l'oppose à l'évaluation formative, qui vise à évaluer les progrès des élèves par rapport à eux mêmes, et à leur proposer des outils pour s'améliorer.
3. op. cit.

Editeur responsable : Claude Cantini. **Tirage** : 800 exemplaires. **Courrier** : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2. **Téléphone & fax** : 022 734 29 22. **Site internet** : www.tao.ca/~direct_ait. **E.mail** : aujourd_hui@innocent.com. **CCP** : Direct!, CCP 17-574134-6. **Local** : 24, rue de Montbrillant, Genève.